

MÉMENTO DE L'ENSEIGNEMENT 2019-2020

XAVIER GHUYSEN
DOMINIQUE DRION

L'édition est mise à jour au 30 juin 2019.

Editeur responsable : Paul De Ridder

© 2019 Wolters Kluwer Belgium SA
Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10
4031 Liège

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2019/2664/044
ISBN 978-94-03-00991-9
BP/MENS-PI19001

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

CHAPITRE 1 ÉVOLUTION RÉCENTE DU DROIT DE L'ENSEIGNEMENT EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE	1
1. Introduction	1
2. Le « Pacte pour un enseignement d'excellence » ou « Pacte d'excellence »	1
2.1. Origine de la réforme	2
2.2. Les grandes lignes du « Pacte pour un enseignement d'excellence »	2
2.3. Phasage de la réforme et méthode de travail	3
2.4. <i>Timing</i> du Pacte d'excellence	5
2.5. Premières avancées du "Pacte pour un enseignement d'excellence" : le décret du 4 février 2016	5
2.6. Aide spécifique aux directions dans le fondamental ordinaire et spécialisé	23
2.7. Création d'une Entité Wallonie-Bruxelles Enseignement (W.B.E.)	24
2.8. Troisième année maternelle obligatoire	25
2.9. Pilotage	25
2.10. Inspection	35
2.11. Scolarisation et accueil des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement – Dispositifs DASPA et FLA	45
2.12. Gratuité	62
2.13. Charge de travail des membres du personnel de l'enseignement	71
2.14. Code balisant le tronc commun dans l'enseignement obligatoire	94
2.15. Concertation	97
3. Le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD)	97
3.1. Position du problème	97
3.2. Champ d'application du RGPD	98
3.3. Définitions	99
3.4. Obligations prescrites du RGPD	100
4. Marchés publics : le point sur les réformes	113
4.1. Loi et arrêtés relatifs aux marchés publics	113
4.2. Principes	115
4.3. Passation des marchés publics (procédure)	125

5.	Examen d'entrée en médecine et en dentisterie	142
5.1.	Du concours à l'examen d'entrée	142
5.2.	Inscription auprès de l'ARES (Art. 1 ^{er} , § 3)	143
5.3.	À partir de l'année académique 2018-2019	144
5.4.	Jury de l'examen d'entrée et d'accès (Art. 2)	145
5.5.	Modalité de l'examen d'entrée — critères de réussite (Art. 3 et 6)	145
5.6.	Quota de lauréats non-résidents (art. 6, § 2)	146
5.7.	En cas d'échec	146
6.	Le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire	147
6.1.	Pour tous les jurys de l'enseignement secondaire	147
6.2.	Pour le certificat d'enseignement secondaire du 1 ^{er} degré (1 ^{re} et 2 ^e années) – CE1D	148
6.3.	Pour le certificat d'enseignement secondaire du 2 ^e degré (3 ^e et 4 ^e années) – CE2D	149
6.4.	Pour le certificat du 3 ^e degré (5 ^e , 6 ^e et 7 ^e années) — CESS (Certificat d'enseignement secondaire supérieur)	149
6.5.	Conditions de réussite et de dispenses (Art. 19 et 20)	151
6.6.	Droit de recours (Art. 21)	151
7.	Du nouveau dans le maternel	152
7.1.	Nouveau calcul de l'encadrement au niveau maternel	152
7.2.	Maintien exceptionnel dans l'enseignement maternel	152
8.	La réforme des cours philosophiques : dispense, encadrement pédagogique, éducation à la philosophie à la citoyenneté	154
8.1.	Rappel	154
8.2.	Première étape de la réforme : le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense des cours de religion et de morale dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française	155
8.3.	Seconde étape de la réforme : le décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté	162
9.	Le décret "Titres et fonctions"	171
9.1.	Le champ d'application	174
9.2.	Les titres	174
9.3.	La fonction et l'accroche cours-fonction	175
9.4.	Priorité du porteur du titre requis lors du premier recrutement	175
9.5.	La gestion dynamique du système	176

9.6.	La logique barémique	176
9.7.	Les dispositions modificatrices, abrogatoires, transitoires et finales	176
9.8.	Décrets modificatifs en matière de titres	177
10.	Contention et isolement : une circulaire pour fixer un cadre aux mesures de coercition	178
10.1.	Introduction	178
10.2.	Présentation de la circulaire	179
11.	Prévention de l'incendie à l'école	180
11.1.	Situation antérieure : critique de l'article 52 du RGPT	180
11.2.	Portée et champ d'application de l'arrêté royal du 28 mars 2014	181
11.3.	Lieux de travail	182
11.4.	Définitions (art. 3)	182
11.5.	Analyse des risques (art. 4)	184
11.6.	Mesures de prévention de l'incendie – Bien-être des travailleurs (art. 5)	184
11.7.	Mesures de prévention spécifiques (art. 8 et s.)	185
11.8.	Plan d'urgence interne (art. 24)	188
11.9.	Le dossier relatif à la prévention de l'incendie (art. 25)	188
11.10.	Formation et information des travailleurs – Exercice d'évacuation (art. 26)	189
11.11.	Travaux effectués dans l'établissement de l'employeur (art. 28)	189
11.12.	Renseignements complémentaires	190
12.	Prévention des risques psychosociaux	190
12.1.	Introduction	190
12.2.	Champ d'application et portée de la réforme	190
12.3.	Risques psychosociaux : un concept élargi	192
12.4.	Violence au travail, harcèlement moral au travail, harcèlement sexuel au travail	210
12.5.	Protection contre le licenciement	211
12.6.	Principales modifications apportées par la réforme	214
13.	Enseignement et Aide à la jeunesse – Bien-être des jeunes à l'école, accrochage scolaire, prévention de la violence, orientation scolaire	216
13.1.	Décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation (<i>M.B.</i> , 3 avril 2014)	217
13.2.	Décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des	

	jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école, et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire (<i>M.B.</i> , 3 avril 2014)	225
14.	Paysage de l'enseignement supérieur	235
14.1.	Champ d'application	236
14.2.	Portée de la réforme	236
14.3.	Enseignement supérieur inclusif	259
14.4.	Commission chargée de recevoir les plaintes en cas de refus d'inscription	260
14.5.	Enseignement supérieur	265
15.	Réforme du premier degré	265
15.1.	Plan d'actions collectives (art. 67/1 du décret « Missions »)	266
15.2.	Plan individuel d'apprentissage (art. 7bis, 1 ^{er} , du décret du 30 juin 2006)	267
15.3.	Grille horaire réaménagée (art. 7bis, § 5, du décret du 30 juin 2006)	267
15.4.	Suppression progressive de la première année complémentaire (art. 13 du décret du 30 juin 2006)	267
15.5.	Approche « orientante »	267
15.6.	Accompagnement spécifique de certaines écoles	268
15.7.	Simplification des parcours	268
15.8.	Premier degré de l'enseignement secondaire – Périodes de cours de 45 minutes	268
16.	Frais scolaires : obligation d'information	270
16.1.	Rappel quant à la notion de gratuité	270
16.2.	Portée du décret du 17 octobre 2013	271
17.	Le TESS change de nom et devient Epreuve externe certificative	272
18.	La question du port du voile et autres signes convictionnels distinctifs	277
18.1.	Position du problème	277
18.2.	Normes d'interdiction du port de signes distinctifs – Liberté religieuse	277
18.3.	Inapplicabilité des lois anti-discrimination du 25 février 2003 et du 10 mai 2007	279
18.4.	Principe de neutralité	279
18.5.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les élèves. Les arrêts du Conseil d'État du 17 mars 2009	280
18.6.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les enseignants. L'arrêt de la Cour d'appel de Mons du 10 mars 2010	281

18.7.	Arrêts du Conseil d'État du 2 octobre 2009 et du 25 février 2011 – Affaires Ville de Dison et Ville de Grâce-Hollogne	285
18.8.	L'arrêt n° 40/2011 rendu le 15 mars 2011 par la Cour constitutionnelle – Définition du contenu de la notion de neutralité dans l'enseignement	286
18.9.	Le port de signes religieux ou philosophiques distinctifs par les enseignants. Liberté religieuse et neutralité. L'arrêt du Conseil d'État du 27 mars 2013 dans l'affaire Ville de Verviers	287
18.10.	L'arrêt de la Cour eur. D.H. du 15 janvier 2013	288
18.11.	Port du voile par les professeurs de religion – L'arrêt « Commune de Grâce-Hollogne » du 17 avril 2013	290
18.12.	Arrêts du Conseil d'État attendus en Communauté flamande	293
18.13.	Arrêts de la C.J.U.E. du 14 mars 2017	294
19.	Certification par unités d'acquis d'apprentissage (C.P.U.)	295
19.1.	Qu'est-ce que la C.P.U.?	295
19.2.	Public-cible	296
19.3.	Organisation de la C.P.U.	296
20.	Les décrets « inscriptions »	297
20.1.	Préambule	297
20.2.	Le feuillet du décret « Inscriptions » du 28 mars 2010 : épilogue provisoire	298
20.3.	Priorités de la réforme	300
20.4.	Siège de la matière des inscriptions	301
20.5.	Procédure d'inscription	302
21.	Décret organisant un encadrement différencié : la fin des discriminations positives	307
21.1.	Objectifs et présentation du décret « Encadrement différencié »	307
21.2.	La réforme en chiffres	309
21.3.	Sort des discriminations positives	309
21.4.	La « priorité Art. 14 » du décret « Encadrement différencié » remplace la « priorité Art. 18 » du décret D +	310
21.5.	Projet de réforme	310
22.	L'intégration : un pont jeté entre l'enseignement spécialisé et l'enseignement ordinaire	311
22.1.	L'intégration : histoire d'un succès	311
22.2.	Bases légales et documentaires	312
22.3.	Les différentes formes d'intégration	312

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

22.4.	Procédures à suivre pour l'adoption d'un projet d'intégration	318
22.5.	Passage de l'enseignement secondaire spécialisé vers l'enseignement secondaire ordinaire	324
22.6.	Intégration ou inclusion scolaire ? L'accompagnement des élèves présentant des besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire	324

CHAPITRE 2 DROIT DE L'ENSEIGNEMENT – PRINCIPES 333

1.	La hiérarchie des sources de droit	333
1.1.	Contrôles de légalité et de constitutionnalité – Notions	333
1.2.	Raisonnement juridique	334
1.3.	La hiérarchie des normes	335
2.	Le cadre constitutionnel	343
2.1.	Introduction	343
2.2.	Communautarisation de l'enseignement – Compétence législative des communautés	344
2.3.	La liberté de l'enseignement	345
2.4.	Le(s) principe(s) d'égalité	349
2.5.	Principe d'égalité et lutte contre les discriminations	351
2.6.	Droit à l'enseignement et gratuité de l'enseignement	366
3.	Les recours	375
3.1.	La Cour constitutionnelle (anciennement Cour d'arbitrage)	375
3.2.	Le Conseil d'État	378
3.3.	Les chambres de recours de l'enseignement	379
3.4.	Les Commissions paritaires	380
3.5.	Recours en cas de renvoi d'élève	381
3.6.	Recours en matière de certificat d'études de base (CEB)	387
3.7.	Recours contre les décisions des conseils de classe	389
3.8.	Recours Hautes écoles	394
3.9.	Tribunal de première instance	398
3.10.	Les tribunaux du travail	399
4.	Statut des enseignants	400
4.1.	Statut des enseignants : principes	400
4.2.	Statut des enseignants : la nomination	408
4.3.	Statut des enseignants : devoirs et incompatibilités	412
4.4.	Statut des enseignants : licenciement des temporaires	416
4.5.	Statut des enseignants : statut disciplinaire des agents définitifs	423
4.6.	Réglementation des titres	431
5.	Décret fixant le statut des directeurs d'école	436
5.1.	Introduction et présentation générale du décret	437

5.2.	Dispositions générales – Champ d’application du décret	439
5.3.	Les dispositions communes aux directeurs de tous les réseaux	440
5.4.	Les dispositions spécifiques à chaque réseau	447
5.5.	La résolution de la question de l’accès aux fonctions de sélection et de promotion dans l’enseignement subventionné suite au flou créé par le décret du 4 janvier 1999	451
5.6.	L’aide aux directeurs	452
5.7.	Conclusion	455
6.	Statuts des professeurs de religion	455
6.1.	Statut des maîtres et professeurs de religion Enseignement de la Communauté française	456
6.2.	Statut des maîtres et professeurs de religion Enseignement officiel subventionné	456
7.	Statuts des membres du personnel technique des centres PMS	456
7.1.	Statut des membres du personnel technique des centres PMS de la Communauté française	457
7.2.	Statuts des membres du personnel technique des centres PMS de l’enseignement subventionné	457
CHAPITRE 3	DROIT À L’ENSEIGNEMENT. RELATIONS ENTRE ÉCOLE ET USAGERS. DÉCRETS ET RÉFORMES DE L’ENSEIGNEMENT	459
1.	Le droit à l’enseignement	459
1.1.	Définition	459
1.2.	La Constitution belge : droit à l’enseignement et gratuité	459
1.3.	Les traités internationaux	460
2.	Relations entre l’école et les usagers	463
2.1.	Exercice de l’autorité parentale	463
2.2.	Association de parents et défense des droits des étudiants	468
2.3.	Décret relatif aux associations de parents	469
3.	Le décret « Missions »	476
3.1.	Champ d’application et définitions	476
3.2.	Des objectifs généraux de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire	477
3.3.	Des objectifs particuliers communs à l’enseignement fondamental et au premier degré de l’enseignement secondaire	477

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

3.4.	Du pilotage	478
3.5.	Des projets éducatif, pédagogique et d'établissement	478
3.6.	Des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs	479
3.7.	De l'inscription des élèves dans un établissement et des règles relatives à l'exclusion d'un établissement	479
3.8.	Du recours contre les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice	482
3.9.	De la gratuité de l'accès à l'enseignement	482
4.	Le décret « discriminations positives »	485
4.1.	Historique	485
4.2.	Les discriminations positives	486
5.	Interpellation du mineur en milieu scolaire – la situation du chef d'établissement	486
5.1.	Introduction	487
5.2.	De l'accès aux établissements scolaires	487
5.3.	Application des principes à certains cas particuliers	490
5.4.	Les fouilles d'élèves	491
5.5.	La protection des données à caractère personnel	492
5.6.	Conclusion	492
6.	La question des avantages sociaux	493
6.1.	Champ d'application	494
6.2.	Définition des avantages sociaux	494
6.3.	Aperçu des dispositions complémentaires	495
6.4.	Rebondissements jurisprudentiels	496
6.5.	L'arrêt n° 65/2013 de la Cour constitutionnelle du 8 mai 2013	500
6.6.	L'arrêt de la Cour de cassation du 27 juin 2013 (<i>Pas.</i> , 1488)	501
6.7.	Le jugement du Tribunal de 1 ^{re} instance de Mons du 12 novembre 2014	504
6.8.	L'arrêt de la Cour d'appel de Mons du 23 mars 2016	506
7.	Pratiques déloyales entre établissements scolaires	506
7.1.	Interdiction des pratiques déloyales entre écoles	506
7.2.	Création de la Commission chargée de traiter les plaintes relatives aux pratiques déloyales	507
7.3.	Site internet « Art. 42 » (pratiques déloyales entre écoles)	509
8.	Lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école	510
8.1.	Le décret du 12 mai 2004	510
8.2.	Le décret du 15 décembre 2006	510

9.	L'accueil extrascolaire	515
9.1.	L'accueil – Champ d'application (art. 2 et 3)	516
9.2.	La Commission communale d'accueil (CCA)	516
9.3.	La rédaction de l'état des lieux et du programme CLE	517
9.4.	Le programme CLE : but et contenu	518
9.5.	Le coordinateur de l'accueil	519
9.6.	Financement et autres	520
10.	Enseignement en immersion	520
10.1.	Observations générales et définitions	520
10.2.	Conditions à remplir et procédure d'autorisation	522
10.3.	Quand un élève peut-il accéder à l'apprentissage par immersion?	524
10.4.	Nombre de périodes hebdomadaires – Continuité de l'apprentissage	525
10.5.	Accords de collaboration entre établissements	525
10.6.	Création d'un organe d'observation	525
10.7.	Titres requis, titres jugés suffisants pour enseigner dans le cadre de l'apprentissage en immersion	525
11.	L'organisation pédagogique et l'enseignement différencié au premier degré de l'enseignement secondaire	526
11.1.	Le « Contrat pour l'école » – Bref rappel	526
11.2.	Le décret du 30 juin 2006 « relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire » (<i>M.B.</i> , 31 août 2006)	527
11.3.	Le décret du 7 décembre 2007 « organisant la différenciation structurelle au premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétence » (<i>M.B.</i> , 26 février 2008)	532
CHAPITRE 4	TRAITEMENTS ET PRESTATIONS SOCIALES	551
1.	Généralités	551
2.	Nature de l'emploi	551
2.1.	Fonction accessoire dans l'enseignement de plein exercice	552
2.2.	Fonction accessoire dans l'enseignement à horaire réduit ou de promotion sociale	553
2.3.	Fonction principale	553
2.4.	Fonctions mixtes et fonctions accessoires	553
2.5.	Cumul – Suppression de la Commission De Bondt	554
2.6.	Surcroît	559
2.7.	Expérience utile	559
2.8.	Harmonisation des statuts pécuniaires	559

TABLE DES MATIÈRES GÉNÉRALE

2.9.	Ancienneté pécuniaire (uniquement en fonction principale)	560
2.10.	Les récupérations de traitement	561
2.11.	Ouvriers et employés (contrat de travail)	562
3.	Importance de la fonction	562
3.1.	Fonctions à prestations complètes	562
3.2.	Fonctions à prestations incomplètes	563
4.	Le traitement	563
4.1.	Fonctions principales à prestations complètes	563
4.2.	Fonctions principales à prestations incomplètes	564
5.	Les barèmes	565
6.	Frais de transport des membres du personnel	565
6.1.	Champ d'application	566
6.2.	Droit à une intervention	567
6.3.	Modalités	570

CHAPITRE 5 RESPONSABILITÉS, ASSURANCES ET ACCIDENTS 571

1.	Responsabilité civile du personnel directeur et enseignant	571
1.1.	Textes légaux	571
1.2.	La responsabilité civile et la responsabilité pénale	572
1.3.	Les éléments constitutifs de la responsabilité civile	572
1.4.	La responsabilité du fait d'autrui	573
1.5.	La responsabilité des instituteurs (art. 1384, al. 4)	574
1.6.	La responsabilité des enseignants (art. 1382 et 1383 C. civ.)	576
1.7.	Questions particulières	576
1.8.	Situations spéciales	577
1.9.	Piscine et sécurité	579
2.	Accidents de travail – accidents sur le chemin du travail	580
2.1.	Accident de travail	582
2.2.	Accident sur le chemin du travail	583
2.3.	Remarque générale	585
2.4.	Extensions légales	585
2.5.	Cas particuliers	586
2.6.	Demande en révision pour aggravation – Formalités	589
3.	Accidents hors service	589
3.1.	Congés en cas d'accidents hors service	590
3.2.	Tutelle sanitaire du Service de santé administratif	590
3.3.	Accident hors service sans tiers en cause	591

3.4.	Accident hors service engageant la responsabilité d'un tiers	591
3.5.	Maladies professionnelles	592
4.	Assurances	598
 CHAPITRE 6 ABSENCES, CONGÉS, DISPONIBILITÉS		601
1.	Réglementation générale	601
1.1.	Positions administratives : dispositions statutaires	601
1.2.	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 1994 relatif au contrôle des absences des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel subventionnés de l'enseignement subventionné (<i>M.B.</i> , 27 avril 1994)	612
2.	Absences – catégories	619
 CHAPITRE 7 STATUTS		621
1.	Arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique [de promotion sociale] et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements	621
1.1.	Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	621
1.2.	Chapitre II – Des droits et devoirs	623
1.3.	Chapitre III – Du recrutement	626
1.4.	Chapitre III <i>bis</i> – Des membres du personnel victimes d'acte de violence [ou de harcèlement]	669
1.5.	Chapitre IV – De l'entrée en fonctions	692
1.6.	Chapitre V – Des incompatibilités	693
1.7.	Chapitre VI – Du signalement	694
1.8.	Chapitre VIII – De la promotion	697
1.9.	Chapitre IX – Du régime disciplinaire	701
1.10.	Chapitre IX <i>bis</i> – De la suspension préventive: mesure administrative	707
1.11.	Chapitre X – Des positions administratives	715
1.12.	Chapitre XI – De la cessation définitive des fonctions	725
2.	Décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de	

	l'enseignement libre subventionné (M.B., 17 février 1993, Err., M.B., 16 mars 1993)	726
2.1.	Titre I ^{er} . Du statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné	726
2.2.	TITRE II. Des commissions paritaires	808
3.	Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné	811
3.1.	Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	811
3.2.	Chapitre II – Devoirs	814
3.3.	Chapitre III – Recrutement	817
3.4.	Chapitre V – Fonctions de promotion	844
3.5.	Chapitre <i>Vbis</i> – De la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection	851
3.6.	Chapitre VI – Positions administratives	854
3.7.	Chapitre VII – Cessation définitive des fonctions	856
3.8.	Chapitre VIII – De la suspension préventive: mesure administrative	857
3.9.	Chapitre IX – Régime disciplinaire	866
3.10.	Chapitre X – Des chambres de recours	870
3.11.	Chapitre XI – De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement	872
3.12.	Chapitre XII – Des commissions paritaires	875
3.13.	Chapitre XIII – Inopposabilité des clauses contraires au statut	879
	CHAPITRE 8 ADRESSES UTILES	881
1.	Associations de parents	881
2.	Chambres de recours et commissions paritaires	881
3.	Pouvoirs organisateurs	881
3.1.	Communauté française	881
3.2.	Commission communautaire française (COCOF)	884
3.3.	Enseignement officiel subventionné	884
3.4.	Enseignement libre subventionné	885
4.	Syndicats	885
5.	Formation en cours de carrière	886
5.1.	Organisme inter-réseaux	886
5.2.	Organismes de formation des réseaux	886
6.	Pensions	887
7.	Traitements – maladie	887

7.1.	Traitements – Enseignement de la Communauté française	887
7.2.	Traitements – Enseignement subventionné (libre et officiel)	889
7.3.	Contrôles maladies et accidents du travail, allocations familiales	890
8.	Communauté germanophone	892
9.	Droits et protection des élèves	892
10.	Protection des droits fondamentaux	894

Registre alphabétique